



Malgré la crise, l'OCDE prescrit une cure d'austérité à la France

Laurent Mauduit, *Mediapart*, 3 mars 2009

C'est un document confidentiel dont Mediapart a obtenu une copie ([et que l'on peut télécharger ici](#)). Alors que la crise économique ne cesse de s'aggraver, l'OCDE s'apprête à publier dans le courant de mars une étude sur la France qui ressasse, de bout en bout, une seule et unique obsession: il faut que le gouvernement français s'attelle dès à présent à la confection d'un plan d'austérité, pour le mettre en œuvre sitôt le gros de la crise passé. Le document retient d'autant plus l'attention que François Fillon a lâché quelques petites phrases sibyllines, mardi matin, en faveur d'une politique plus rigoureuse.

C'est un rite. Périodiquement, l'[OCDE](#) publie une étude sur chacun des 30 pays (parmi les plus riches) qui la composent. Et à chaque fois, la procédure est la même: les économistes de l'organisation de coopération et de développement économiques préparent un premier diagnostic de la situation économique et sociale du pays, assorti de recommandations. Ce document préliminaire est transmis au pays concerné. Et quand ce dernier a formulé ses remarques, un rapport, singulièrement adouci, est ensuite rendu public.

L'intérêt du document que publie Mediapart – document récent puisque daté du 23 février 2009 – , est qu'il s'agit de la mouture préliminaire, avant le va-et-vient avec l'administration du ministère français des finances. Les choses sont donc dites avec moins de précautions diplomatiques, moins de prudences de langage. Dans cette forme, l'étude présente donc de nombreux intérêts: pour ce qu'elle dit explicitement; mais tout autant pour ce qu'elle suggère en creux, voire pour ce qu'elle révèle contre son gré.

La première surprise de ce document n'est, de fait, pas ce qui retient ordinairement l'attention: les prévisions économiques. Car l'étude précise que, pour ces données chiffrées, des prévisions actualisées seront mises au point dans la perspective d'une réunion de confrontation qui aura lieu le 23 mars avec les autorités de Bercy. Les prévisions qui figurent dans ce document sont celles qui ont été arrêtées à l'automne 2008. Elles ont donc beaucoup vieilli. L'OCDE estime ainsi que la récession pourrait être de -0,4% (au prix du marché) en France en 2009, alors que le ministère des finances vient lui-même de corriger son

évaluation à -1,5% et que de nombreux économistes parlent d'une récession allant au-delà de -2%. Cette évaluation de -0,4% avancée par l'OCDE sera donc corrigée fortement dans l'étude publique.

Les commandements du credo libéral

En revanche, d'autres chiffres retiennent l'attention, ceux que l'OCDE avance pour les déficits et l'endettement publics. Dans le premier cas, l'OCDE évoque des déficits publics atteignant -3,7% (du PIB) en 2009 et -3,9% en 2010. Et un endettement public en route pour dépasser les 70% du PIB en 2010. Comme les précédents, ces chiffres vont donc être encore dégradés dans la version définitive du rapport. Mais ceux-là retiennent l'attention, parce qu'ils suffisent à l'OCDE pour développer un long plaidoyer en faveur d'un véritable plan d'austérité. Il est probable que ce plaidoyer sera encore plus musclé quand les prévisions économiques auront été actualisées.

Or, c'est l'aspect étonnant de ce document: la crise n'est pas même finie que déjà l'OCDE développe un long argumentaire en faveur de la reprise d'une politique libérale et de déréglementation – celle-là même qui est au cœur du débat depuis que la bourrasque financière a commencé.

Premier commandement du credo libéral: *« Dès la reprise bien engagée, il sera urgent de mettre en application un programme de réduction du déficit public, conformément aux obligations du pacte de stabilité et croissance. Une stratégie crédible de consolidation sera d'autant plus nécessaire que les pressions sur les comptes de la sécurité sociale continuent à se faire sentir et pourraient s'accroître compte tenu de l'évolution démographique. Étant donné le niveau déjà très élevé des prélèvements obligatoires, l'effort d'assainissement des finances publiques devra porter essentiellement sur une baisse des dépenses publiques. Pour assurer une meilleure maîtrise de celles-ci, l'exercice de révision générale des politiques publiques appliqué aux dépenses de l'État devra se montrer plus ambitieux quant aux résultats et surtout être étendu aux champs exclus jusqu'à maintenant à savoir les comptes de la sécurité sociale et des administrations locales. »*

Charge contre les « politiques émotionnelles »

Le plan de rigueur est même encore plus explicite. Alors que Nicolas Sarkozy a progressivement interrompu, sans trop le dire, ce qui était au cœur de sa politique économique au lendemain de l'élection présidentielle, à savoir la Révision générale des politiques publiques (RGPP), l'OCDE recommande de la remettre d'actualité et de la faire porter «*essentiellement sur la diminution des dépenses*». Plus encore! L'étude estime prioritaire que cette RGPP soit «*étendue aux comptes de la Sécurité sociale et des administrations sociales*». Alors même que nombre d'économistes étrangers et de politiques redécouvrent à la faveur de la crise les vertus du modèle français et ses effets d'amortisseurs...

Et pour faire bonne mesure, l'OCDE suggère aussi des mesures énergiques de déréglementation du marché du travail: «*Les autorités devraient concentrer leurs efforts à augmenter le taux emploi. Les principales priorités pour y parvenir sont bien connues et peuvent se résumer à trois axes [dont les deux premiers, que voici] : i) continuer à abaisser le coût minimum du travail pour les moins qualifiés (en agissant dorénavant plus directement sur le salaire minimum mais sans remettre en cause les réductions de charges sociales sur les bas salaires) et améliorer leurs incitations financières à l'emploi; ii) poursuivre dans la voie de l'assouplissement de la législation sur les licenciements tout en améliorant l'efficacité du système d'assurance-chômage.*» La formule dit donc bien ce qu'elle veut dire: il faut «*agir plus directement*» sur le salaire minimum. En terme moins feutré: «Un peu de courage, que diable! Il faut casser le Smic...»

L'intérêt de ce rapport est donc de souligner le débat économique qui risque d'animer la droite quand les effets de la crise commenceront à s'estomper. C'est peut-être même d'ailleurs un débat qui couve déjà. Il suffit d'écouter le premier

ministre, ce mardi matin au micro d'Europe 1. Il suggère que la politique économique conduite par Nicolas Sarkozy est peut-être un peu trop laxiste – même si les plans de relance font la part belle aux entreprises et négligent totalement le pouvoir d'achat et plus généralement la demande.

Le premier ministre a prévenu: «*Ce sera une crise longue, ce sera une crise dure.*» Rappelant que le gouvernement escompte pour 2009 un taux de croissance situé «*entre -1 et -1,5%*» et un déficit «*sans doute*» supérieur à 5% du PIB – soit bien au-delà des prévisions non encore actualisées de l'OCDE –, il a précisé que ce dérapage serait imputable à «*à peu près 50 milliards d'euros de déficit supplémentaire*» (soit près de 100 milliards au total). François Fillon a estimé qu'il y aura 20 milliards d'euros de «*recettes en moins du fait de la crise*» et «*30 milliards d'euros qui correspondent aux dépenses de relance*».

Mais ces constats étant faits, il a aussi usé de formules allusives pour suggérer une inflexion de la politique économique. Il a ainsi plaidé pour des «*politiques mises en place dans la durée*» et rejeté les «*politiques émotionnelles*» destinées à «*satisfaire à des sondages ou à des demandes qui n'ont pas de réalité économique*». Était-ce Nicolas Sarkozy qui était ainsi visé par ces quolibets? Ou était-ce un plaidoyer en faveur d'une politique assez proche de celle que recommande l'OCDE?

Difficile de trancher. Y a-t-il un partage des rôles entre Nicolas Sarkozy, qui fait mine de réhabiliter la mission régulatrice de l'Etat, et François Fillon, qui veille aux sacro-saints grands équilibres financiers? Le chef de l'Etat, qui a mis entre parenthèse la RGPP va-t-il un jour ou l'autre la ressortir des cartons? Ou bien s'agit-il d'une dissonance?

Ce document a en tout cas une valeur d'alerte. Car, au plus fort de la crise, on pourrait être enclin à penser que les dogmes libéraux ou ultra-libéraux ont été ébranlés. On constate qu'il n'en est rien.

URL source: <http://www.mediapart.fr/journal/france/030309/malgre-la-crise-l-ocde-prescrit-une-cure-d-austerite-a-la-france>